

## APERÇU

### ■ Etre bien sur les lieux de travail, quel que soit l'âge



Leitmotiv de la campagne 2016 / 2017 de l'Agence européenne pour la sécurité et la santé au travail (EU-OSHA) au centre d'une conférence organisée à Belgrade par le WOW, le Bofos et l'EZA. L'EZA est un partenaire de campagne officiel *Page 2*

### ■ Socle européen des droits sociaux

Revendications des centres affiliés de l'EZA ayant participé à la consultation publique au sujet du socle européen des droits sociaux : égalité des chances et accès au marché du travail, conditions de travail équitables, protection sociale pérenne et appropriée *Page 3*

### ■ Projet spécial de l'EZA « Balkans occidentaux »



Séminaire de perspective et d'évaluation à Podgorica : revendication des organisations syndicales en faveur de l'état de droit et front commun des syndicats comme base à un bon dialogue social dans la région *Page 4*

## EDITORIAL



*Chers amis et amies de l'EZA, J'aurais, au fait, voulu consacrer cet éditorial à un tout autre thème : la participation à l'actuelle campagne de l'Agence européenne pour la sécurité et la santé au travail de l'EZA en qualité de partenaire (cf. article de Matthias Homey). Toutefois, depuis vendredi dernier, il me trotte dans la tête un couplet que j'ai entendu lors d'un concert du chansonnier Hannes Wader. Dans sa chanson « Bürgerlied » (chanson civique), Wader entonne (traduction libre): « Si tu crées un truc neuf dans ce bas monde ou te contente d'être spectateur, cela fait une différence... Si tu t'affaires avec calme là où il faut agir avec force, toujours mettre la main à la pâte avec courage... ou que tu penses, à moitié endormi, que Dieu fera bien preuve de générosité durant ton sommeil, cela fait*

*une différence... ». L'appel de Wader dans les années 70 n'a presque rien perdu de son actualité aujourd'hui. Alors que l'Union européenne commémore la signature, il y a 60 ans, du Traité de Rome, tous les acquis sont rappelés, de nouveaux scénarios d'avenir sont esquissés... et dans un même temps, l'Europe nourrit des craintes quant à l'avenir au vu des diverses crises, du Brexit et des mouvements eurosceptiques. A Rome, les éminents représentants de l'UE se sont réclamés d'une union de la paix, de la liberté, de la démocratie, des droits de l'homme et d'une Europe socialement responsable. Ils ont promis de se mettre à l'écoute des citoyens et citoyennes. Afin qu'ils n'entendent pas seulement les seules voix eurosceptiques particulièrement retentissantes dernièrement, il est grand temps que les pro-européens trop souvent silencieux « montent le son » ! Nous sommes, toutes et tous, individuellement responsables de notre Europe ! Sans prétextes ! Dans de nombreux endroits en Europe, des mouvements émergent de la base pour battre le pavé en faveur de l'Europe. « Pulse for Europe » est un de ces mouvements... contre la peur et pour l'espoir ! Et toi, quel est ta contribution à l'avenir de l'Europe ?  
Sigrid Schraml, Secrétaire générale*

## Les points prioritaires du programme de formation 2017 d'EZA

Les thèmes « Le monde du travail numérique », « Le socle européen des droits sociaux » et « L'intégration des migrants et des réfugiés sur le marché du travail » constitueront l'axe prioritaire du programme de formation 2017 du Centre européen pour les travailleurs (EZA). Parmi les autres thèmes figurent « La jeunesse et le marché du travail », « Le détachement de travailleurs : nouvelles formes de travail et la lutte contre le dumping social », « Inclusion des chômeurs, des chômeurs de longue durée et des travailleurs malades et han-

dicapés », « Conditions sur le lieu du travail », « Le renforcement des structures du dialogue social » ainsi que « Être bien sur les lieux de travail quel que soit l'âge ». Le programme de formation détaillé est mis à disposition à partir du mois d'avril 2017 sur le site web d'EZA. Du 26 au 28 avril 2017, en Croatie, le séminaire du CNV (Christelijk Nationaal Vakverbond) ouvrira le débat sur le sujet « Travail transfrontalier : les effets de la libre circulation des travailleurs dans l'UE ».

Victoria Znined ■

## Défi de taille pour les organisations de travailleurs : des emplois adaptés à l'âge

Être bien sur les lieux de travail, quel que soit l'âge » - telle est la devise de la campagne de l'Agence européenne pour la sécurité et la santé au travail de Bilbao (EU-OSHA) et l'axe de réflexion des exposés et discussions d'une conférence organisée par l'Organisation mondiale des travailleurs (WOW) en coopération avec le syndicat serbe Bofos et l'EZA les 17 et 18 mars 2017 à Belgrade.

Les représentants des organisations de travailleurs actives en Serbie, Croatie, Slovénie, Monténégro, ex-République yougoslave de Macédoine, Bulgarie, République tchèque, Slovaquie, Lituanie, Espagne, Portugal, Belgique, Pays-Bas, Autriche et Allemagne examinèrent les modalités d'amélioration de la santé au travail et de promotion de l'emploi des travailleurs âgés.

A l'entame du séminaire, Tsvetomir Tsanev, chef de projet de l'EU-OSHA, exposa les éléments saillants de la campagne 2016 / 2017 et les principaux résultats d'un rapport d'étude rédigé par l'agence à l'initiative du Parlement européen dans le cadre d'un projet-pilote sur trois ans. L'évolution démographique et le vieillissement de la population active concourent à ce que plus de personnes souffrant de difficultés médicales et de maladies chroniques travaillent et leur présence au travail impose de nouvelles demandes en termes d'emplois adaptés à l'âge. L'EU-OSHA observa que les grandes entreprises avaient déjà investi dans une amélioration de la santé au travail pour les travailleurs âgés et de l'avis de Tsvetomir Tsanev, la situation serait problématique dans les petites et moyennes entreprises et dans les pays les plus touchés par la crise financière et économique.

Dans le cadre de la campagne de l'EU-OSHA en Serbie, la mine de Rudnik située à 110 km au sud de Belgrade est citée en exemple pour ses bonnes pratiques. Les représentants de l'entreprise présentèrent les mesures prises : formation professionnelle des travailleurs dans le domaine de la sécurité, brochures d'information et cours pour les travailleurs, protection phonique, congés payés, assurance-vie, restauration gratuite sur le lieu de travail, vêtements de protection, transport gratuit entre le domicile et le lieu de

travail. Dans l'ensemble, c'est une nette réduction du nombre de blessures qui a ainsi été enregistrée. En outre, la mine de Rudnik est l'une des rares exploitations à afficher depuis des années un bilan économique positif et une progression du nombre de collaborateurs.

Chris Walsh, administrateur délégué de

tion abondait dans les pays européens mais que le problème se situait souvent au niveau de son application. Notamment dans les petites et moyennes entreprises (surtout dans ces microentreprises employant entre deux & neuf salariés) où la représentation des intérêts des travailleurs est plus faible, ce thème ne cris-



Logo de la campagne 2016/2017 « Être bien sur les lieux de travail, quel que soit l'âge » de l'Agence européenne pour la sécurité et la santé au travail (EU-OSHA), Bilbao

Wise Age Ltd et membre de la « AGE Platform Europe », s'intéressa, lors de son allocution, à la façon dont les travailleurs âgés pouvaient être un atout pour les entreprises et épinglea le rôle déterminant joué par la formation continue et les solutions souples de départ à la retraite. La génération des +50 ans constitue aujourd'hui une part plus importante de la population active alors que seuls 30 % des +60 ans en Europe occupent encore un emploi. Le plus gros problème est, aux dires de Chris Walsh, qu'un travailleur de plus de 50 ans qui perd son emploi n'a pratiquement aucune chance d'en décrocher un nouveau.

Helen Korren, psychologue auprès de l'Institut croate de la santé et la sécurité au travail, souligna que sur le lieu de travail, les risques psychosociaux faisaient, de nos jours, planer une menace aussi sérieuse que les dangers physiques. La multiplication des formes précaires de travail exacerbe le stress; les travailleurs concernés pensent être, à l'instar des chômeurs, dans une situation d'incertitude qui menace leur existence. Les métiers particulièrement exposés aux menaces psychosociales sont ces professions qui reposent sur un contact direct avec les personnes (comme par exemple, la profession d'infirmiers et d'infirmières.

Au travers des rapports nationaux, il apparut clairement qu'en matière de santé et de sécurité au travail, la législa-

tallise pas suffisamment d'attention, sachant que les multinationales dans des pays tels que la Serbie et le Portugal essaient aussi de contourner ces prescriptions légales auxquelles elles se sentent parfaitement liées dans leurs pays d'origine.

A l'issue de la conférence, les participants retinrent qu'une mission centrale des syndicats et des instances de représentation des travailleurs était d'assurer, dans les entreprises, parmi les employeurs, au niveau du dialogue social et auprès du grand public, une prise de conscience quant à l'importance de la promotion de la santé et des mesures de prévention sur le lieu de travail.

L'EZA est un partenaire officiel de la campagne 2016 / 2017 de l'agence européenne et poursuivra le travail sur ce thème au travers de quatre projets inscrits à son programme éducatif 2017.

Matthias Homey ■

## Le Socle européen des droits sociaux : partie 2



Le Président de la Commission, Jean-Claude Juncker, lors de la conférence « Le pilier européen des droits sociaux, aller de l'avant », janvier 2017, Bruxelles

*Le Bulletin d'information d'EZA 3/2016 annonçait, les organisations membres d'EZA ont pris part à une consultation publique sur le Socle européen des droits sociaux. Depuis le 31 décembre 2016, la consultation est terminée et les parties prenantes ont été invitées à participer à une conférence de haut niveau sur « Le socle européen des droits sociaux : avançons ensemble ! », le 23 janvier 2017 à Bruxelles. Cet article se fait l'écho des revendications avancées par les membres d'EZA.*

### **Égalité des chances et accès au marché du travail**

Concernant le premier chapitre de la proposition, les membres d'EZA soulignent les préoccupations suivantes. Selon le Centre Européen du Travail (CET), la Garantie Jeunesse est une initiative très importante, qui mérite d'être renforcée, et dont l'application doit se valoriser dans tous les États membres. Pour élargir l'accès au marché du travail, l'éducation doit s'orienter vers les besoins de ce marché en nouant des partenariats structurels entre les écoles, les organisations de formation, les entreprises, la société civile et les partenaires sociaux. Une importance particulière doit être accordée aux compétences comportementales des personnes et à leurs compétences techniques. La nécessité d'une flexibilité accrue, inhérente aux mutations du monde du travail, risque d'exclure des travailleurs qui ne répondent pas aux nouveaux besoins de

ce marché du travail. Il est donc plus important que nos sociétés européennes organisent des activités de formation et de prise de contact sur le terrain avec ces travailleurs. Beweging.net insiste sur la reconnaissance par les autorités de l'Union européenne (UE) et ses gouvernements de l'inégalité, qui met en péril les droits économiques et sociaux en entravant gravement leur réalisation progressive. Cette inégalité limite, par ailleurs, l'accès à une protection sociale suffisante pour ceux qui sont au bas de l'échelle. L'égalité doit donc être une finalité première de ce Socle européen des droits sociaux.

### **Des conditions de travail équitables**

Dans son intervention, Eurofedop souligne les conséquences de l'externalisation de fonctions de service public pour le personnel des services publics, une nouvelle tendance émergente dans le monde du travail. Dans plusieurs cas, le statut d'emploi est modifié et de nouvelles formes d'emploi atypique sont introduites. Il est important que les travailleurs concernés jouissent des mêmes avantages, ceux obtenus par la négociation collective ou d'autres réglementations de leur statut d'emploi antérieur, ou qu'ils puissent négocier leur rémunération par un dialogue social effectif.

### **Protection sociale suffisante et durable**

En ce qui concerne la protection sociale, CET déclare que des outils de lutte contre

la discrimination et l'inégalité doivent être assurés – des phénomènes associés à l'aggravation de la pauvreté. Selon Beweging.net, la CE doit profiter de l'occasion de ce Socle pour promouvoir une protection sociale universelle suffisante à un bon niveau de vie dans toute l'UE. Compte tenu des niveaux élevés et persistants de pauvreté dans l'UE, le Socle devrait prévoir une stratégie anti-pauvreté intégrée et très visible dans l'UE.

### **Propositions de mise en œuvre**

Selon la CFTC, ce Socle européen devrait tendre vers une convergence sociale à la hausse et non une péréquation. La CFTC et Beweging.net s'accordent à reconnaître que ce Socle devrait être applicable à toute l'UE et ne pas se limiter à l'eurozone. Le CET et Beweging.net demandent un engagement clair du Socle à exiger le respect des normes les plus pointues en matière de droits économiques et sociaux, ainsi que des normes internationales en matière de droits de l'homme, tels que la Charte sociale européenne et le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels. Ces droits de l'homme doivent voir leur mise en œuvre pleinement déployée dans le droit dérivé de l'UE et dans le droit national, permettant ainsi aux personnes d'en requérir l'application auprès de cours et tribunaux nationaux.

Selon Beweging.net, d'autres options à la nécessaire applicabilité pourraient inclure :

- a) une déclaration claire mettant au cœur du processus du semestre européen les principes du Socle ;
- b) des mécanismes de responsabilité précisément définis et accompagnés de sanctions pour non-respect des principes du Socle.

La CNV réagit très différemment au Socle qu'il n'estime pas souhaitable actuellement parce que le risque d'ajustement à la baisse des normes néerlandaises est bien présent. Une meilleure application des règles et lois existantes sur le marché du travail européen est actuellement la priorité première.

### **La voie à suivre**

La proposition de la Commission sur le Socle européen des droits sociaux est attendue en mars 2017.

Esmeralda Van den Bosch ■

## Les syndicalistes de la région des Balkans occidentaux: ensemble et unis dans un cadre juridique sûr

Les travailleurs ont besoin de sécurité juridique. L'Etat de droit et la représentativité des syndicats constituent une base importante pour un dialogue social fructueux. Les syndicats doivent présenter un front uni de façon à mieux réaliser leurs objectifs.

Telles furent les principales conclusions du séminaire d'évaluation et de perspectives organisé dans le cadre du projet spécial d'EZA visant à renforcer le dialogue social dans les Balkans occidentaux, en collaboration avec le Centre autrichien pour la formation des travailleurs (Österreichisches Zentrum für Arbeitnehmerbildung, ÖZA). 40 représentants d'organisations de travailleurs venus d'Albanie, de Bulgarie, de Serbie, de Croatie, de l'ancienne République yougoslave de Macédoine, du Monténégro, de Slovaquie, de Hongrie, d'Allemagne, de Belgique, des Pays-Bas, d'Autriche et d'Italie se sont réunis du 20 au 22 février 2017 à Podgorica au Monténégro.

Le Président d'ÖZA et du Syndicat du Service Public autrichien (Gewerkschaft Öffentlicher Dienst, GÖD), Dr. Norbert Schnedl, a rappelé que grâce au travail de formation, ce projet spécial offrait l'occasion de développer des stratégies en vue de donner une structure solide au dialogue social et permettre ainsi de participer activement à l'élaboration des perspectives d'adhésion à l'Union.

Srdja Kekovic, Secrétaire général de l'Union des syndicats libres du Monténégro, a dénoncé le code de travail néolibéral en vigueur dans le pays qui donne trop de droits aux employeurs ; ces derniers considèrent dès lors souvent le dialogue social comme superflu. Le fait que les travailleurs doivent souvent signer un licenciement par consentement mutuel non daté avant même d'avoir un contrat de travail est particulièrement préoccupant.

Norbert Beckmann-Dierkes, Directeur du Bureau Serbie/Monténégro de la Fondation Konrad-Adenauer, a présenté un rapport sur les développements politiques et économiques en Serbie et au Monténégro. Les politiques et les syndicats doivent tenir compte des réalités de la vie : les citoyens aspirent à la sécurité économique, à une bonne éducation pour leurs enfants et à des perspectives d'insertion dans le marché de travail.



Participants & participantes au séminaire de perspective et d'évaluation du projet spécial de l'EZA pour le renforcement du dialogue social dans les Balkans occidentaux, février 2017, Podgorica / Monténégro

Il est ressorti de la discussion que la confiance dans les partenaires sociaux et entre partenaires sociaux ainsi que le respect mutuel, l'unanimité des syndicats et une représentativité au sein des sociétés pluralistes de la région sont des conditions indispensables pour effectuer un travail syndical efficace et garantir un dialogue social de qualité. Il est primordial de pouvoir se reposer à cette fin sur un cadre juridique contraignant, une bonne formation des syndicalistes et l'honnêteté. Des mesures visant à soutenir le dialogue social ont été demandées aux politiques comme, par exemple, une augmentation des impôts pour les entreprises dans lesquelles il n'y a pas de dialogue social ou l'octroi d'une préférence aux entreprises pratiquant le dialogue social lors de l'attribution des marchés publics. Le manque fréquent d'unanimité entre les syndicats, la situation politique difficile avec des changements de gouvernement comme, par exemple, en Serbie et dans l'ancienne République yougoslave de Macédoine, et l'ingérence des gouvernements dans le dialogue social sont autant d'obstacle au travail syndical et au dialogue social dans la région. En outre, le cadre juridique est généralement insuffisant pour pouvoir mener un dialogue social efficace et fructueux.

Les principaux défis auxquels se trouvent confrontés les syndicalistes sont les salaires minima mettant en danger l'existence même des travailleurs, le chômage de longue durée, la diminution du nombre de membres, les problèmes de relève et l'hostilité des médias à l'égard des syndicats. Des critiques ont de nouveau été émises à l'égard des employeurs étrangers au comportement certes souvent exemplaire dans leur pays d'origine,

mais qui profitent de la situation juridique dans les Balkans occidentaux au détriment des travailleurs.

Il est apparu que les syndicats de la région doivent absolument se positionner face aux autres partenaires sociaux, à leurs propres membres et aux nouveaux défis du monde du travail, eu égard, par exemple, à la numérisation ou à la migration.

Les participants ont suggéré un séminaire sur la Charte sociale et son application, sur l'expérience de la Slovaquie, par exemple, eu égard au processus d'adhésion, et sur la situation actuelle du travail syndical et du dialogue social dans le pays. Il a également été fait mention d'un Code d'éthique pour tous les syndicats.

Victoria Znined et Norbert Klein ■

### MENTIONS LÉGALES

#### Publication

EZA

Centre Européen pour les Travailleurs  
Johannes-Albers-Allee 2

D-53639 Königswinter

Tél. +49 - 22 23 - 29 98 - 0

Fax +49 - 22 23 - 29 98 - 22

Courriel : eza@eza.org

[www.eza.org](http://www.eza.org)

#### Rédaction

Sigrud Schraml (responsable), Matthias Homey, Norbert Klein, Victoria Znined, Esmeralda Van den Bosch

#### Conception graphique et composition

HellaDesign, Emmendingen

Courriel : [helladesign@web.de](mailto:helladesign@web.de)

#### Photos

EZA, EU-OSHA, Commission européenne

#### Mode de parution

Quatre éditions par an



Cette publication est réalisée avec l'aide financière de l'Union européenne.